

Sous la direction de
Jean-Louis Laville et
Antonio David Cattani

Dictionnaire de L'AUTRE ÉCONOMIE

Desclée de Brouwer

Sous la direction de
Jean-Louis Laville
et Antonio David Cattani

DICTIONNAIRE
DE L'AUTRE
ÉCONOMIE

DESCLÉE DE BROUWER

Sommaire

L'autre économie. Enjeux pratiques et conceptuels	13
<i>Par Jean-Louis Laville et Antonio David Cattani</i>	
Altermondialisation	29
<i>Par Patrick Viveret</i>	
Anti-utilitarisme	37
<i>Par Alain Caillé</i>	
Associationnisme	45
<i>Par Philippe Chanial et Jean-Louis Laville</i>	
Autogestion	53
<i>Par Daniel Mothé</i>	
Biens publics mondiaux	61
<i>Par Philip Golub et Jean-Paul Maréchal</i>	
Bioéconomie	69
<i>Par René Passet</i>	
Capital social	79
<i>Par Antoine Bévort et Elisabetta Bucolo</i>	
Changement social	87
<i>Par Laurent Fraisse</i>	

Commerce équitable	95
<i>Par Alphonso Cotera Fretell et Humberto Ortiz Roca</i>	
Consommation solidaire	111
<i>Par Euclides André Mance</i>	
Décroissance	117
<i>Par Guy Roustang</i>	
Développement durable	125
<i>Par Jean-Paul Maréchal</i>	
Développement local	135
<i>Par Paulo de Jesus</i>	
Don.....	141
<i>Par Alain Caillé</i>	
Droits	149
<i>Par Philippe Chanial</i>	
Économie alternative	157
<i>Par Jacqueline Lorthiois</i>	
Économie des conventions	167
<i>Par Gilles L. Bourque</i>	
Économie informelle	175
<i>Par Bruno Lautier</i>	
Économie morale	183
<i>Par Noëlle M.P. Lechat</i>	
Économie non marchande	191
<i>Par Michel Marée et Sybille Mertens</i>	
Économie non monétaire	199
<i>Par Guy Roustang</i>	
Économie plurielle	209
<i>Par Jean-Louis Laville</i>	

Économie populaire	217
<i>Par Ana Mercedes Sarria Icaza et Lia Tiriba</i>	
Économie de la régulation	225
<i>Par Paul R. Bélanger et Benoît Lévesque</i>	
Économie sociale	233
<i>Par Jacques Defourny</i>	
Économie solidaire (1)	243
<i>Par Paul Singer</i>	
Économie solidaire (2)	253
<i>Par Bernard Eme et Jean-Louis Laville</i>	
Économie du travail	261
<i>Par José Luis Coraggio</i>	
Émancipation sociale	271
<i>Par Antonio David Cattani</i>	
Entreprise sociale	279
<i>Par Jacques Defourny</i>	
Entreprise solidaire	287
<i>Par Luiz Inacio Gaiger</i>	
Espaces publics	297
<i>Par Bernard Eme</i>	
État social	305
<i>Par François-Xavier Merrien</i>	
Éthique économique	313
<i>Par Jean-Paul Maréchal</i>	
Évaluation démocratique	323
<i>Par Bernard Perret</i>	
Femmes et économie solidaire (1)	333
<i>Par Miriam Nobre</i>	

Femmes et économie solidaire (2)	343
<i>Par Isabelle Guérin</i>	
Finance solidaire	351
<i>Par Cyrille Ferraton</i>	
Gestion sociale	359
<i>Par Genauto Carvalho de França Filho</i>	
Marché solidaire	367
<i>Par Armando de Melo Lisboa</i>	
Monnaie sociale (1)	377
<i>Par Jérôme Blanc</i>	
Monnaie sociale (2)	385
<i>Par Heloisa Primavera</i>	
Mouvements sociaux	395
<i>Par Corinne Gendron</i>	
Organisations internationales	403
<i>Par François-Xavier Merrien et Angèle Flora Mendy</i>	
Participation populaire	411
<i>Par Débora Nunes</i>	
Réciprocité	419
<i>Par Laurent Gardin</i>	
Responsabilité sociale de l'entreprise	427
<i>Par Anne Salmon</i>	
Richesse	435
<i>Par Dominique Méda</i>	
Secteur public	443
<i>Par Yves Salesse</i>	
Services de proximité	451
<i>Par Jean-Louis Laville et Marthe Nyssens</i>	

Socialisme participatif	461
<i>Par Thomas Coutrot</i>	
Société civile	469
<i>Par Philippe Chanial</i>	
Socio-économie du travail	475
<i>Par Michel Lallement</i>	
Sociologie économique	483
<i>Par Benoît Lévesque</i>	
Solidarité	491
<i>Par Jean-Louis Laville</i>	
Tiers secteur	499
<i>Par Marthe Nyssens</i>	
Travail émancipé	507
<i>Par Marcos Arruda</i>	
Utilité sociale	517
<i>Par Jean Gadrey</i>	
Utopie	525
<i>Par Antonio David Cattani</i>	
Liste de sigles	533
Présentation auteurs	535
Liste pour index thématique	547
Liste des auteurs cités pour indexation	557

Travail émancipé

Le concept de travail a changé avec la pratique du travail dans les différents systèmes productifs. C'est dans le système capitaliste que le concept a évolué le plus rapidement. L'économie classique et l'économie politique l'ont adopté comme matrice de la valeur des marchandises. Petty (1623-1687) et Smith (1723-1790) soutenaient que le travail est la source de la valeur, mais défendaient aussi l'idée que c'est le libre jeu des forces du marché qui satisferait les besoins humains, à travers la division du travail, qui augmente la productivité individuelle, et à travers la fixation des prix. Ricardo (1772-1823) a proposé la théorie de la valeur-travail : le coût de production détermine la valeur des biens ; la théorie du salaire naturel : le salaire se fixe au minimum nécessaire à la subsistance du travailleur et de sa famille ; et la théorie des avantages comparatifs : chaque pays cherche à se spécialiser dans les produits pour lesquels il est relativement le mieux doté. Marx (1818-1883) a examiné de manière critique l'économie politique classique et les socialistes utopistes, et a proposé la théorie de la plus-value, selon laquelle le surtravail, ou travail non rémunéré, serait la source du profit et de la rente de la terre. Les économistes dits néoclassiques, tels Menger (1840-1921), Jevons (1835-1882) et Walras (1834-1910), ont attaqué les diverses variantes de la théorie de la valeur-travail. Ils ont défini la valeur d'une marchandise à partir de son utilité, et ont réduit le travail à un simple facteur de production. Cette conception a été poussée à son extrême par Taylor, qui considérait le travail « manuel » comme inférieur et le travailleur comme un simple exécutant des ordres du manager. Après la Seconde Guerre mondiale, l'automatisation accélérée a amené des théoriciens à prolonger l'idéologie taylorienne, en affirmant que les principaux sujets du processus productif sont la science et la technologie, et non le travail humain.

La philosophie de la praxis identifie le travail humain à une interaction continue et cumulative entre action, émotion et réflexion, entre pratique, désir et théorie, entre transformation, aspiration et

connaissance du monde et de soi-même. C'est à partir de la compréhension des transformations concrètes du monde du travail et de la notion de praxis du travail qu'est né le concept d'*économie de la praxis*, également appelé socio-économie solidaire (Arruda, 2001, p. 269-276 ; p. 348-350).

Dans son sens le plus global, le travail humain est défini comme « l'action des femmes et des hommes qui cherchent à satisfaire leurs besoins », ou comme « toute action ou processus transformateur, créatif, libérateur, orienté vers le développement de la personne elle-même, des autres et de la société humaine, personnellement et socialement responsable, favorisant l'intégration avec soi-même, avec les autres, avec la société et avec la nature » (Pacs et Casa, 1998, p. 6-8). Plus généralement, le travail humain est toute action qui résulte en la transformation de la nature ou en l'humanisation de la nature. Dans cette perspective, il est possible d'organiser socialement le travail non pas comme un opérateur de division, de fragmentation dans un contexte de confrontation ou de concurrence, mais bien comme un instrument de partage dans une ambiance de collaboration, de dialogue, de négociation collective, de planification, à laquelle toutes les personnes concernées participent.

Un autre aspect important du concept de travail, selon la philosophie de la praxis, est l'interaction dialectique entre l'action de l'homme sur le monde et l'action de l'action sur elle-même. Peut-être est-ce là le cœur de la question du travail. Il n'est pas seulement une action objective, extérieure à l'*Homo*, quelque chose qui a lieu en dehors de lui et qui modifie son environnement. Au contraire, le travail prend son origine à l'intérieur de l'homme et se conclut aussi à l'intérieur *dans un processus à la fois objectif et subjectif*. Nous pouvons alors ajouter que le concept de travail inclut également toute action intentionnelle qui aboutit à la *subjectivation*. C'est pourquoi le travail est le champ d'expression privilégié de la praxis. À l'origine le travail est un projet, conscient (appartenant au champ du rationnel, au sens large) ou semi-conscient (dans le champ de l'intuitif et de l'émotionnel).

Complétons la définition du *travail*. Vu comme une manière productive ou créative de construire et de transformer la réalité et, en même temps, lui-même, le travail permet à l'être humain de se situer dans le monde et dans la société, de satisfaire ses besoins et aspirations, de produire sa personnalité et son identité, de se développer. Mais

cette définition se place toujours dans un contexte socio-historique : on ne peut donc discuter du travail que de façon contextualisée.

Critique du travail

Le cœur de la question du travail dans le capitalisme se situe justement dans le système dominé par le capital et non dans les maladies que ce système provoque ou dont il souffre. En réduisant le travail humain à une marchandise, le système du capital mondial étend les chaînes de subordination du travail salarié à l'échelle globale (Gorz, 1964, p. 56-60 ; Baudrillard, 1973, p. 11-40 ; Arruda, 1995, p. 7) ; privés de la propriété et du contrôle sur les entreprises, les travailleurs n'ont pas le droit élémentaire de participer à la propriété des moyens de production, ni de décider quoi produire ou comment. Non seulement pour s'affirmer en tant qu'êtres sociaux, mais aussi pour survivre physiquement et assurer leur propre reproduction, les travailleurs sont contraints de vendre leurs seuls biens, la compétence et la force de travail, qu'ils négocient en échange d'un salaire. Le binôme propriété privée (comme droit restreint, dans l'environnement compétitif, de ceux qui détiennent le capital) et travail salarié continue de prévaloir dans la postmodernité, et la globalisation n'a pas modifié cette configuration fondamentale du système du capital. Elle n'a fait que l'aggraver, à mesure qu'un nombre croissant de travailleurs se trouve durablement exclu du marché du travail capitaliste et doit chercher de nouvelles conditions de survie physique, familiale et sociale.

En bref, loin d'avoir dilué et éradiqué la lutte des classes, le capitalisme néolibéral l'a approfondie. Si la division sociale du travail s'est beaucoup transformée depuis les premiers pas de la globalisation, il n'en reste pas moins que la confrontation entre capital et travail continue d'exister et même de s'aggraver. Elle a même atteint des proportions planétaires et a provoqué des réactions de défense de la part de divers secteurs de la société, non seulement du salariat, mais aussi des femmes, des jeunes et d'autres groupes populaires organisés autour de diverses revendications sociales.

Parmi les autres impacts de la mondialisation sur le travail, on peut compter l'élargissement du nombre de femmes qui subissent des rémunérations et des conditions de travail inférieures à celles des hommes, la sous-prolétarianisation (emploi à temps partiel et travail

précaire) et la réduction des emplois dans le secteur agricole. Le développement général du travail informel est l'un des principaux effets de cette chaotique mondialisation du capital (OIT, 1998-1999, p. 163-166). Il exprime la victoire, même temporaire, du capital sur les travailleurs. L'élimination accélérée des postes de travail à cause de la restructuration industrielle fragilise les organisations de travailleurs et les rend vulnérables aux conditions imposées par le capital. Dans les pays affectés par les programmes d'ajustement structurel imposés par le FMI, les politiques économiques de caractère récessif, qui freinent la croissance de l'économie intérieure tout en orientant l'activité économique vers l'obtention d'excédents commerciaux, visent prioritairement non pas le plein emploi et l'amélioration de la qualité de vie de la population, mais le remboursement rapide de la dette extérieure. Désinvestissement, chômage et appauvrissement s'imposent simultanément. Ils font partie de manière endémique d'un système qui s'appuie, en apparence, sur le marché et, au fond, sur l'intérêt corporatiste du capital, dominé par les grands groupes économiques et financiers qui opèrent au niveau global (Gonzalez-Tablas, 2000, p. 157). En termes sociologiques, cela signifie l'approfondissement du conflit de classes dont tant d'auteurs et de politiciens s'efforcent de nier l'actualité. Le changement de configuration des classes sociales, dans le contexte de mondialisation du capital, n'a pas comblé mais au contraire creusé l'abîme entre capital et travail.

Dans la période « postindustrielle et postmarché » qui commence, les machines tendent à se substituer au travail humain direct dans la production de biens et services. Le travail de millions de personnes devient donc de plus en plus superflu pour l'économie et le marché capitalistes (Rifkin, 1996, p. 296). C'est dans ce contexte que naissent des défis auxquels le système du capital ne paraît pas à même de répondre : la nécessité de démarchandiser la capacité productive et créative de l'être humain, de créer de nouvelles formes de rémunération du travail, de développer des politiques publiques et des lois qui garantissent une distribution équitable du revenu, de la richesse et des bénéfices générés par le travail de la société entière, de promouvoir le partage social du temps libéré du travail, au lieu de l'actuelle appropriation privée du surtravail par le capital.

Les syndicats cherchent à leur tour à se recentrer sur leur vocation historique, qui est de lutter en faveur d'une économie axée sur le

travail humain et non sur le capital, une économie fondamentalement démocratique, dans laquelle le travail s'affranchit des chaînes du salariat et de la soumission. Cela implique l'édification d'un projet où chaque travailleur peut être un *sujet conscient et actif de son propre développement*, gestionnaire et propriétaire des entreprises dans lesquelles il ou elle travaille ; un projet à la fois socio-économique, politique, culturel et environnemental, dont la source de valeur et d'identité soit le travail émancipé, et dont l'objectif soit de partager toujours plus largement le temps disponible obtenu grâce aux gains de productivité, de manière à ce que toujours plus de gens puissent consacrer leur travail et leur énergie au développement de ce qu'il y a de meilleur et de spécifiquement humain dans leurs capacités, de ce qui fait sens pour eux (Arruda, 1997, p. 78-84). Face à ces défis, les syndicats commencent à promouvoir des politiques éducatives et des campagnes pour la sauvegarde des principes de la coopération et de l'autogestion, visant aussi bien le respect des droits des travailleuses et des travailleurs que leur qualification technique et l'autonomie dans l'organisation du travail. À cela s'ajoute la lutte pour la reconnaissance légale de l'économie solidaire aux côtés des secteurs étatique et privé ; pour un système d'incitations et de subventions, même temporaires, afin de stimuler l'autoemploi et les initiatives de la socio-économie solidaire ; pour la reconnaissance de l'investissement public élargi dans l'éducation à l'autogestion et à l'association ; pour la coopération de production au niveau des filières productives et des réseaux intersectoriels ; et pour la construction d'une représentation politique unifiée qui renforce la voix et la présence du monde du travail dans le débat public et dans l'interaction avec les représentants du capital et de l'État.

Un autre travail

Dans ses premiers écrits, Marx utilisait le terme de travail pour se référer au travail servile, aliéné, lié à la souffrance et à la négation de soi. C'est également le cas du travail salarié actuel, même celui qui est bien rémunéré. Il n'a pas fallu longtemps à Marx pour qu'il élargisse ce concept, en faisant la critique du travail qui aliène et déshumanise, et qu'il envisage un autre concept de travail, celui qui réintègre et émancipe. Marx ne développe pas cette notion de façon abstraite, mais en étudiant l'évolution concrète du capital dans le sens de son

plein développement, c'est-à-dire du développement de toute sa potentialité. Il avait prévu que la production par le travail direct serait remplacée par la production scientifique ; que l'ère du travail manuel céderait sa place à l'ère de la connaissance.

Dans les *Fondements de la critique de l'économie politique*, Marx exprime une vision étonnamment anticipatrice. On y trouve une vision prémonitoire de la mondialisation du capital, de l'évolution du processus scientifique, de l'introduction d'innovations technologiques dans la production, et de leurs effets sur le monde du travail. On trouve aussi la recherche d'une réponse à la question pertinente, bien que gênante : « Si le système du capital parvient à dépasser ses contradictions et à évoluer jusqu'à un point où le développement technique rendra inutile la plus grande partie du travail humain actuellement nécessaire pour produire et distribuer les richesses, y aura-t-il encore besoin d'une révolution ? » Cette question est d'autant plus actuelle que, dans les deux dernières décennies du vingtième siècle, la plupart des tentatives d'édification d'une voie alternative au système du capital mondial ont connu un fiasco. Voici le résumé de l'essentiel de sa thèse.

« Le grand rôle historique du capital est la création du travail excédentaire, du point de vue de la simple valeur d'usage, de la simple subsistance. Son rôle historique est réalisé aussitôt que, d'une part le niveau de besoins s'est développé au point que le travail est réalisé au-delà de ce que nécessite la subsistance, est devenu lui-même un besoin général qui se manifeste dans les besoins individuels et, d'autre part, quand la stricte discipline du capital a éduqué les générations successives à l'ingéniosité, qui est devenue leur propriété générale, et enfin quand le développement du pouvoir productif du travail, que le capital, avec sa compulsion illimitée à accumuler, a constamment favorisé, a mûri au point que la possession et l'entretien de la richesse sociale ne requiert plus qu'une petite quantité de temps de travail. Alors la société travailleuse se rapporte au processus de sa production et de sa reproduction sans cesse élargie ; alors c'en est fini du travail humain qui peut être remplacé par le travail des choses » (Marx, 1857, p. 58, cité par Nicolaus, 1969, p. 105-106).

Penser la réorganisation du travail et de la richesse implique qu'il faut protéger la dimension humaine du capital. Tout capital est le fruit du travail humain. Si le capital est concentré c'est parce que certains

de ceux qui ont participé à sa création en ont été expropriés. Redistribuer le capital et les produits résultant du travail entre tous ceux qui participent à leur création signifie socialiser les moyens de produire et les fruits de la production. Les politiques de redistribution peuvent être importantes, mais elles ne résolvent pas le problème de fond, qui est l'objectif même de l'activité économique. Conçue comme une « gestion du foyer », l'économie doit être au service du bien-être de chacun et de tous les habitants du foyer. Elle doit être structurellement organisée de manière à créer ce bien-être sans que des mesures artificielles, ou non économiques, soient nécessaires. Une telle organisation implique le partage de la propriété et de la gestion des biens de production, ainsi que le partage équitable des tâches et responsabilités entre les personnes et les communautés qui travaillent. Elle implique de décentraliser le pouvoir et le savoir en même temps que la richesse. Il s'agit donc de dépasser toute exploitation et domination des uns sur les autres, d'émanciper le travail.

Émanciper a ici deux sens. L'un est de libérer le travail humain des entraves imposées par la simple survie matérielle, ce qui peut être réalisé à travers la réorganisation de l'économie et de l'État autour des besoins humains ; les formes familiales, communautaires et associatives de propriété et de gestion de la production ; la promotion de normes de consommation éthique et solidaire ; le retour à la circulation de la monnaie comme moyen d'échange plutôt que d'accumulation ; la création de systèmes transparents de régulation, de contrôle et de respect du bien commun. L'autre sens est celui du partage entre tous de la fraction du temps de travail épargnée par l'introduction de nouvelles technologies. Quand la technologie permet des gains de productivité, comme dans le cas de l'informatique, le temps de travail nécessaire à la production diminue. Si le volume de la production est considéré comme suffisant, il est alors possible d'augmenter le temps libre de tous, en partageant entre eux le temps total économisé. Le temps libre devient alors la mesure de la richesse – non pas la simple richesse matérielle, mais la richesse humaine. L'émancipation du travail ne signifie pas nécessairement une société de pur loisir et oisiveté. Il est possible de concevoir le travail émancipé au centre d'une société qui a conquis le pouvoir et le savoir nécessaires pour assurer son propre développement et construire, en tant que sujet, sa propre histoire. Il s'agirait d'une société du travail émancipé à laquelle correspondrait une économie du travail

émancipé. Sur cette base, il devient possible d'envisager la construction d'initiatives économiques – sociales et publiques –, qui sont aussi des communautés humaines, liées par la recherche commune d'un bien-être toujours plus grand – pour soi-même et pour les autres –, grâce à un appui et des services réciproques. Il est possible d'y incorporer la plus grande diversité d'activités, selon le désir et le plaisir de chacun, de manière à ce que le travail devienne à la fois une réponse à des besoins et un plaisir – autoexpression, réalisation de soi pour soi et pour les autres. Autonomie et solidarité sont deux valeurs qui s'entrelacent et se complètent dans le travail émancipé (Aznar, 1993, p. 284). Il devient également possible d'entrevoir la mise en service de monnaies communautaires, symboles et médiations des échanges de biens et services réels, non porteuses d'intérêt, sans aucun mécanisme incitant à l'accumulation ou à la spéculation, et qui respectent pleinement la souveraineté démocratique des communautés.

La *probabilité* du travail émancipé renvoie au fait que dans l'histoire comme dans la nature, il n'y a pas de certitudes. Mais à partir de la réalité actuelle, il est possible de prévoir des scénarios sur l'avenir du travail. Face d'une part à la situation de chômage structurel croissant, d'exclusion de l'emploi formel d'un nombre toujours plus grand de travailleurs, de risque continu de crise et de chaos social, d'absence partielle ou totale de politiques régulatrices et compensatrices efficaces, face d'autre part à l'apparition de formes autonomes, auto-gérées, associatives et solidaires d'organisation du travail et du savoir humain, il est possible d'entrevoir au moins deux scénarios : (a) des ruptures sociales isolées en réaction au chômage structurel et à l'exclusion, sans dirigeants capables de polariser et synthétiser les aspirations collectives, en contribuant à leur canalisation constructive ; ce scénario déboucherait sur une escalade répressive et le spectre de la barbarie sociale et culturelle ; (b) l'expansion des noyaux et réseaux de l'économie solidaire qui se développent au plan national et mondial en créant un environnement propice à la praxis du travail émancipé, réseaux de plus en plus interconnectés, orientés vers un type coopératif, fondamentalement démocratique et solidaire, de gestion mondiale des besoins, de production et de distribution des richesses matérielles et immatérielles.

Par Marcos Arruda

BIBLIOGRAPHIE

- ARRUDA M., 1995, « Globalização e ajuste neoliberal : riscos e oportunidades », *Revista Tempo e Presença*, v. 17, n° 284, nov./dez., Rio de Janeiro, p. 5-9.
- ARRUDA M., 1997, « Globalização e sociedade civil : repensando o cooperativismo no contexto da cidadania ativa », *Perspectiva Econômica*, v. 32, n° 96, jan./mar., Unisinos, Sao Leopoldo.
- ARRUDA M., 2001, *Educação para que Trabalho, Trabalho para que Ser Humano ? Reflexões sobre educação e trabalho, sua significação e seu futuro*, tese (Doutorado) – Universidade Federal Fluminense, Niteroi.
- AZNAR G., 1993, *Trabalhar menos para trabalharem todos*, Scritta, São Paulo.
- BAUDRILLARD J., 1973, *Le miroir de la production ou l'illusion critique du matérialisme historique*, Casterman, Paris.
- BOFF L., ARRUDA M., 1997, *Globalização : desafios socioeconômicos, éticos e educativos*, Vozes, Petropolis.
- GONZALES-TABLAS A.M., 2000, *Economia politica de la globalizacion*, Ariel Economia, Barcelona.
- GORZ A., 1964, *Metamorfosis del trabajo : busca del sentido, critica de la razon economica*, Editorial Sistema, Madrid.
- NICOLAUS M., 1969, « The unknown Marx », in Oglesby C. (éd.), *The New Left Reader*, Grove Press, New York.
- OIT – Organização Mundial do Trabalho, 1998-1999, *World employment report (WER) 1998-1999 : Employability in the Global Economy. How Training Matters ?*
- Pacs e Casa, 2000, *Construindo a socioeconomia solidaria do espaço local ao global*, Documento de trabalho do encontro latino de Cultura e socioeconomia solidaria, Rio de Janeiro
- RIFKIN J., 1996, *The End of Work : the Decline of the Global Labor Force and the Dawn of the Post-Market Era*, Tarcher/Putnam, New York.
- RÜRUP B., 1992, « Trabalho do futuro : futuro do trabalho : como mudam os conteúdos do trabalho, que grau de flexibilidade deve ter o tempo de trabalho, que valor terá o trabalho no futuro ? », *Revista de Política, Cultura, Economia e Ciência*, n° 2, 11 dez., Frankfurt.

CORRÉLATS :

Autogestion – Consommation solidaire – Droits – Économie informelle – Économie solidaire – Économie du travail – Émancipation – Organisations internationales – Monnaie sociale – Solidarité

Dictionnaire de L'AUTRE ÉCONOMIE

Le succès du libéralisme a longtemps laissé dans l'ombre une partie importante de l'économie réelle ; ses tenants le présentent même comme le seul modèle possible.

Cette prétention est aujourd'hui très contestée, en particulier par le mouvement de l'altermondialisation. Mais ce dernier, loin de se réduire à la seule critique, est capable d'élaborer des propositions concrètes pour promouvoir plus de solidarité et de démocratie.

C'est pour favoriser cette réflexion sur l'autre économie que ce dictionnaire propose la première synthèse fiable et accessible des connaissances disponibles. Interdisciplinaire autant qu'international, il offre une définition approfondie de 50 termes clés : commerce équitable, développement durable, organisations internationales, service public... Ces notions s'inscrivent dans l'histoire comme dans l'actualité la plus récente.

Outil indispensable pour les acteurs, les chercheurs et les étudiants, cet ouvrage allie une approche théorique à la prise en compte de pratiques sociales jusqu'ici méconnues.

Antonio David Cattani est sociologue, professeur titulaire de l'Université fédérale de Rio Grande do Sul à Porto Alegre.

Jean-Louis Laville est sociologue, professeur au CNAM et co-directeur du Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique (CNRS-CNAM) à Paris.



32 €